

Péage sur l'A 10 : il faudra être à 3 pour payer moins



Depuis des années, riverains et élus regroupés au sein de l'association A 10 gratuite dénoncent le fait de devoir payer 1,60€ au péage de Dourdan pour aller travailler. Ils ont organisé de multiples opérations pour sensibiliser l'Etat, Cofiroute et les automobilistes. Les annonces de NKM ne répondent pas totalement à leurs demandes. (L.P./C.C ET J.-B.B.)

Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre notamment des Transports, va-t-elle réussir à redonner le sourire aux usagers de l'A 10 ? Depuis des années, riverains et élus regroupés dans l'association A10 gratuite dénoncent le fait de devoir payer 1,60 € au péage de Dourdan pour aller travailler. Hier, la ministre, par ailleurs maire UMP de Longjumeau, a fait des annonces qui vont bénéficier au covoiturage et aux transports en commun, « dans l'esprit du Grenelle de l'environnement ». Des mesures qui restent cependant très éloignées de la gratuité réclamée par les habitants du secteur.

■ Tarif réduit pour le covoiturage.

La ministre a obtenu de Cofiroute, des tarifs réduits pour les automobilistes pratiquant le covoiturage. « Le tarif de base n'augmente pas et reste à 1,60 €. Et à partir de trois personnes, conducteur compris, vous paierez demi-tarif entre 7 heures et 20 heures, détaille la ministre. Ces tarifs entreront en vigueur au 1^{er} février prochain. » Mais les parkings devant accueillir ceux qui laissent leurs voitures pour se faire emmener ne seront pas prêts avant mi-2012

pour Ablis et Allainville (Yvelines), soit deux fois 75 places, et pas avant début 2013 pour celui de Dourdan, qui comptera 100 places.

■ Baisse du prix de l'abonnement.

Autre mesure en faveur des automobilistes, une baisse de leur tarif d'abonnement au-delà du 25^e passage au péage. « Les abonnés disposent déjà d'une remise de 32 %, ce qui est la plus importante remise en France, assure NKM. En plus, ils paieront demi-tarif au-delà du 25^e passage, soit 0,54 €. Et ces tarifs sont négociés jusqu'en 2014. »

La ministre ajoute que des discussions sont en cours avec le conseil général pour que ce dernier abonde

également afin de faire baisser le prix de l'abonnement.

« Nous n'avons pas vocation à subventionner les péages »

JÉRÔME GUEDJ,
PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL

« Nous sommes très ouverts concernant les transports en commun et le covoiturage, tout ce qui incitera à réduire l'usage de la voiture, répond Jérôme Guedj, le président du conseil général. Mais baisser le coût des abonnements ne fait pas partie de nos priorités. Nous n'avons pas

vocation à subventionner les péages. »

■ **Une voie de bus dédiée.** Le test sera lancé au printemps prochain. Les bus empruntant l'A 10, souvent englués dans les embouteillages, pourront circuler sur la bande d'arrêt d'urgence, une fois que quelques aménagements de sécurité auront été effectués. « L'objectif est de rendre le bus plus attractif, affirme Nathalie Kosciusko-Morizet. Par ailleurs, des négociations sont engagées pour élargir l'A10 et créer une voie dédiée aux bus, voire au covoiturage, sur la voie de gauche. Les travaux pourraient commencer dès 2013. »

SÉBASTIEN MORELLI

« Le compte n'y est pas »

JEAN-CLAUDE LAGRON ● président de l'association A 10 gratuite

L'association A 10 gratuite se bat depuis des années pour la gratuité du péage de Dourdan. « Ces mesures, c'est très bien, concède son président, Jean-Claude Lagron. Mais le compte n'y est pas. Elles ne concernent qu'une minorité

de personnes. La majorité des usagers qui vont travailler vers Paris vont continuer à prendre leur voiture et à payer, car ils n'ont pas le choix. Et il ne faut pas oublier que les bus paient le péage. Cela coûte 150 000 € par an au Syndicat des transports

d'Ile-de-France, donc au contribuable. C'est du racket. Nous demandons une révision des contrats de concession pour la gratuité des trajets domicile-travail. C'est possible de le faire par avenant, mais pour cela, il faut avoir une volonté politique. »

S.M.